

Dans le premier camp, plus discret, l'économiste Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'Institut de recherches économiques et fiscales. Dans une nouvelle publication avec Lucas Léger, titrée « L'heure des comptes », il réaffirme le coût prohibitif des emplois verts. « C'est une catastrophe en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis. La subvention de ces emplois est un énorme gâchis d'emplois publics. »

11 millions de dollars par emploi

Selon ses calculs, plus de 26 milliards de dollars ont été consacrés par les finances publiques aux Etats-Unis entre 2009 et 2012 pour 2.298 créations d'emplois, soit 11 millions de dollars le poste. En Espagne, un emploi vert détruirait 2,2 emplois dans le privé. Il y a un an, il avait fait le même exercice pour la France, concluant qu'un emploi dans les énergies renouvelables coûte 400.000 euros aux finances publiques.

Si Nicolas Lecaussin reconnaît la nécessité d'agir sur la préservation de l'environnement, « comme on souhaite la paix », ce n'est pas, selon lui, le rôle de l'Etat d'impulser ces politiques mais le rôle des entreprises et des citoyens. « La solution se trouve dans le progrès technique et la réponse du marché », fait-il valoir. Il est vrai que le bulletin de santé du marché de l'emploi vert ne brille pas. Une nouvelle étude de Ranstad signalait en octobre que le marché des emplois verts vu de la lucarne de l'agence a fléchi de 17 %, à

logies », assure-t-il. Pour ce « schumpétérien », la destruction d'emplois est inévitable dans un premier temps au détriment des entreprises de « l'ancienne économie ». De même, les subventions sont indispensables au démarrage d'une économie de long terme, le temps qu'apparaisse le prix d'un air pur, par exemple.

Si Nicolas Bouzou se méfie des politiques industrielles, il plaide en revanche pour des signaux prix comme les fiscalités écologiques des pays nordiques, qui peuvent peser plus de 4 % du PIB.

La semaine prochaine, l'OCDE va réunir des experts de 50 pays sur deux jours pour comprendre pourquoi le verdissement des infrastructures peine dans certains pays et s'engage ailleurs.

Verdissements réussis

Responsable des études sur la croissance verte à l'organisation, Nathalie Girouard reconnaît que le verdissement de l'économie reste délicat à mettre en œuvre. « Dans 90 % des cas, ces politiques sont du ressort national car il faut bien étudier la microéconomie et comprendre quels acteurs peuvent être lésés. » Mais elle cite certains verdissements réussis étudiés en octobre dernier par l'OCDE. La Colombie-Britannique, au Canada, ou l'Irlande ont réussi à lancer une taxe carbone sans dégrader la compétitivité de leur économie.

La province canadienne a ainsi fait baisser ses émissions de CO₂ de 4,5 % entre 2007 et 2010 malgré une démographie en hausse de 5 %, le tout avec une hausse du chômage inférieure à la moyenne nationale. ■

Le Scler 27/11/13

INDUSTRIE & SERVICES // 19

croissance verte

La croissance verte à l'heure des comptes

ANALYSE

Au Parlement, à l'OCDE, les économistes débattent ces prochains jours des effets de la croissance verte qui tardent à se matérialiser.

Matthieu Quiret
mquiret@lesechos.fr

La journée parlementaire sur la croissance verte promet d'être électrique aujourd'hui. Organisé par une brochette d'élus écologistes et largement animé par des économistes et des entreprises de l'économie verte, le débat oppose les détracteurs d'une économie encore très subventionnée aux promoteurs d'une mutation écologique inéluctable.

7.489, au premier semestre 2013 par rapport à la même période en 2012. Ces chiffres restent néanmoins contestés par des économistes comme Michael Jacobs, professeur à la London School of Economics, pour qui la grande majorité des publications scientifiques démontrent l'effet de création de richesses de ces politiques vertes.

L'économiste Nicolas Bouzou dira aujourd'hui au Parlement sa conviction que, historiquement, la croissance économique provient aux deux tiers de l'innovation, elle-même tirée par des contraintes. « La rareté croissante de l'air et de l'eau purs, celle des matières premières, vont entraîner une hausse des prix qui rendront rentables les nouvelles techno-